

Couvert Forestier

Le bulletin de la **Coalition Mondiale des Forêts**



Dans ce numéro :



Qu'est-ce qu'on sacrifie pour mettre un bifteck de qualité dans votre assiette ?



Moins de viande, plus de forêts : le travail de l'organisation Brighter Green en Chine



Brûler des arbres tout en sauvant des forêts ? La mythologie de la bioénergie



L'huile de palme et l'accaparement des terres au Cameroun

Les quatre principaux moteurs de la déforestation : le bœuf, le soja, le bois et l'huile de palme

À propos de la Coalition mondiale des forêts

La Coalition mondiale des forêts (GFC) est une coalition internationale de 92 ONG et organisations de peuples autochtones provenant de 61 pays qui défendent la justice sociale et les droits des peuples des forêts dans le cadre des politiques forestières. La GFC organise des campagnes collectives sur la nécessité de respecter les droits, le rôle et les besoins des peuples autochtones, des femmes et des communautés dans la conservation des forêts et la nécessité de s'attaquer aux causes sous-jacentes de la disparition des forêts. L'équipe et les collaborateurs de la coalition sont basés au Paraguay, aux Pays-Bas, en Colombie, en Thaïlande et au Royaume-Uni, entre autres pays.

Comité de rédaction : Ashlesha Khadse, Mary Louise Malig, Ronnie Hall et Simone Lovera. **Éditeurs :** Isis Alvarez et Ronnie Hall. **Traducteurs :** Danae Barrera et Aneli Velazco
Conception graphique : Oliver Munnion

À propos de Couvert Forestiere

Bienvenue à la cinquante-cinquième édition de Couvert Forestiere, le bulletin de la Coalition mondiale des forêts. Couvert Forestiere, qui paraît quatre fois par an, présente des comptes rendus de diverses ONG et OPA sur les réunions intergouvernementales importantes, ainsi qu'un calendrier des réunions à venir.

Vous pouvez faire un don à GFC ici

Site web : globalforestcoalition.org

Galerie de photos : globalforestcoalition.org/photography

Facebook: [@globalforestcoalition](https://www.facebook.com/globalforestcoalition)

Twitter: [@gfc123](https://twitter.com/gfc123)

Instagram: [global.forest](https://www.instagram.com/global.forest)

Photo de couverture : Judith Deland/CIC

D'autres photos de couverture : Jai Mansson/Flickr, GFC, Dogwood Alliance, Mathias Rittgerott/CIC

Photos dans la page contenu : Alysson D. Flynn/Flickr, Dogwood Alliance, Center for Environment and Development, Biofuelwatch, Pär Wetterrot, Koalice pro řeky, Brighter Green & Jai Mansson/Flickr

Cette édition de Couvert Forestier a été rendu possible grâce au soutien de différents groupes membres de la GFC, de Misereor, et de l'Initiative Internationale pour le Climat (IKI) du Ministère Fédéral Allemand pour l'Environnement, la Conservation de la Nature, et la Sécurité du Nucléaire (BMU). Les points de vue exprimés dans cette publication ne sont pas nécessairement ceux de nos contributeurs.

Dans ce numéro :

3 Introduction à la 55^e édition de Couvert Forestiere
Par Ashlesha Khadse



5 Brûler des arbres tout en sauvant des forêts ? La mythologie de la bioénergie
Par Rachel Smolker



10 L'huile de palme et l'accaparement des terres au Cameroun Par le Centre pour l'environnement et le développement



12 Les biocarburants pour l'aviation : sur le point de décoller ?
Par Almuth Ernsting



14 Des forêts de pins riches en biodiversité menacées par l'exploitation forestière en Suède
Par Kristina Bäck



17 Le commerce florissant des biocarburants et de la biomasse dévaste les forêts en République Tchèque
Par Zdeněk Pošťulka



20 Moins de viande, plus de forêts : le travail de l'organisation Brighter Green en Chine
Par Wanqing Zhou



22 Qu'est-ce qu'on sacrifie pour mettre un bifteck de qualité dans votre assiette?
Par Mary Louise Malig





Introduction à la 55e édition de Couvert Forestier

Par Ashlesha Khadse, Coalition mondiale des forêts, Inde

Le commerce, international et national, de seulement quatre produits de base - le bœuf, le soja, le bois et l'huile de palme - est le principal moteur de la déforestation dans le monde. La demande croissante pour ces produits conduit au remplacement de vastes étendues de forêts par des plantations et pâturages, surtout dans les pays du Sud.

Le bœuf est le grand coupable de la déforestation, et l'Amérique du Sud, qui abrite les forêts tropicales les plus précieuses du monde, est une région fortement touchée par la demande de produits d'élevage. Par exemple, entre 1990 et 2005, le défrichage des bois pour faire place au pâturage était responsable de 71% de la déforestation dans sept pays d'Amérique latine. [1] En termes d'impacts climatiques, l'huile de palme arrive en deuxième position, derrière seulement la viande bovine, et contribue à des niveaux de déforestation alarmants en Asie du Sud-Est : 300 terrains de football de forêt sont perdus en Indonésie à cause de l'huile de palme toutes les heures ! [2]

Cependant, ces impacts sont ressentis partout, y compris en Europe et en Amérique du Nord. La 55e édition de Couverture Forestière nous apporte des récits de partout dans le monde où les forêts et les communautés sont confrontées aux impacts de la production et du commerce de ces produits de base. Elle met également

en valeur les campagnes menées par des populations du monde entier qui luttent contre les causes de la perte des forêts.

Biofuelwatch est aux premiers rangs des campagnes qui questionnent l'utilisation du bois comme carburant à l'échelle industrielle. L'article de Rachel Smolker révèle comment les forêts du sud-est des États-Unis sont abattues pour produire des granulés de bois, qui sont exportés vers l'Europe pour en faire des biocarburants supposés « durables », exposant non seulement l'ampleur de ce commerce destructeur, mais aussi la façon dont celui-ci contribue activement à la déforestation et au changement climatique.

L'article du Centre pour l'Environnement et le Développement (CED) met en évidence les impacts tangibles de la production d'huile de palme sur les communautés et les pays concernés. Il nous montre comment les sociétés transnationales ont accaparé des étendues de terres



USDA/Flickr



Oliver Munnion/GFC



Mathias Rittgerott/CIC



Mathias Rittgerott/CIC

massives pour produire de l'huile de palme au Cameroun, laissant dans son sillage les violations flagrantes des droits humains et la destruction de l'environnement. Malgré cela, l'intérêt pour l'huile de palme comme source d'énergie « durable » est en hausse. L'industrie de l'aviation, qui est très polluante, cherche également à adopter les biocarburants à base d'huile de palme, comme décrit dans l'article d'Almuth Ernsting.

L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI, une agence spécialisée de l'ONU qui régleme l'industrie du transport aérien) fait pression pour que les biocarburants soient utilisés comme source de combustible « renouvelable » - une idée complètement erronée.

Kristina Bäck démontre comment ces problèmes ne sont pas limités aux pays du Sud en présentant le cas de la Suède. L'Agence suédoise des forêts a accordé des permis d'exploitation des forêts anciennes, comme le Paysage Forestier de l'Ore, qui font l'objet de controverses. La Suède essaie d'éliminer progressivement les combustibles fossiles en les remplaçant par ce qu'elle considère des énergies renouvelables, y compris la biomasse à base de bois provenant des forêts anciennes du pays ainsi que des granulés de bois importés. [3,4] Beaucoup de ces sociétés forestières,

Destruction d'une forêt en Australie. Judith Deland/CIC



comme l'entreprise publique Sveaskog nommée dans l'article, sont certifiées par des agences comme le Forest Stewardship Council, ce qui montre combien ces systèmes de certification peuvent être inadéquates et trompeuses. Zdeněk Poštulka examine le commerce de la biomasse pour la bioénergie au sein de l'UE qui a des effets dévastateurs sur les zones humides, les fermes et les forêts de la République tchèque.

La production de viande et de produits laitiers est une autre facteur qui contribue de façon importante à la perte des forêts, comme l'ont souligné les précédents numéros de Couverture Forestière. [5] Mais il y a aussi des histoires d'espoir. Wanqing Zhou nous emmène en Chine pour parler du travail innovateur de son organisation Brighter Green sur la consommation de viande au pays, tout en explorant

les liens avec la destruction des forêts pour produire de la viande en Amérique latine.

Finalmente, Mary Louise Malig met l'accent sur les négociations commerciales mondiales et les accords commerciaux en tant que moteurs de la perte de forêts. Les négociations entre l'UE et le Mercosur, décrites par Malig, constituent un forum dont les pays du Mercosur profitent pour essayer d'augmenter leurs exportations de viande bovine vers l'UE, potentiellement au détriment des forêts latino-américaines. Si finalisées, les négociations bénéficieront à l'agro-industrie et entraîneront une expansion de la production de viande bovine et de matières premières, notamment de soja pour l'alimentation animale, aux dépens des forêts et des femmes et des hommes qui dépendent des forêts pour leur subsistance.

[1] De Sy *et al* (2015). Land use and related carbon losses following deforestation in South America, <http://www.cifor.org/library/5892/landuse-patterns-and-related-carbon-lossesfollowing-deforestation-in-south-america/>

[2] <https://deforestationandpalmoil.weebly.com/uploads/1/8/8/5/18854416/wwf.pdf>

[3] http://www.fern.org/sites/fern.org/files/Biomass%20imports%20to%20the%20EU%20final_0.pdf

[4] <http://bio-fuel-watch.blogspot.in/2011/02/controversial-logging-exposes-swedens.html>

[5] <http://globalforestcoalition.org/resources/forest-cover-issues/forest-cover-49-meat-driver-deforestation/>

Brûler des arbres tout en sauvant des forêts ? La mythologie de la bioénergie

Par Rachel Smolker, Biofuelwatch, É.-U. et membre de l'équipe de la GFC



L'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière restent les principaux moteurs de la déforestation. Mais la bioénergie dite « moderne » à l'échelle commerciale et industrielle prend de plus en plus d'importance. Bien que rarement reconnu, actuellement plus de la moitié de l'énergie dite « renouvelable » dans l'UE, [1] et un peu moins aux États-Unis, est constituée des biocarburants bioénergétiques pour le transport et la combustion du bois / des arbres pour l'électricité. Les matériels de promotion pour les énergies renouvelables tendent à présenter des images de panneaux solaires et d'éoliennes, évitant de montrer la réalité moins attrayante des cheminées industrielles, des exploitations industrielles de maïs et de soja et des plantations d'huile de palme.

La prise de conscience des problèmes liés à la bioénergie à grande échelle a augmenté, de même qu'une masse de littérature scientifique détaillant à l'infini le fait qu'en raison de la grande empreinte écologique qu'elle laisse et du temps qu'il faut pour que les forêts poussent, la bioénergie à grande échelle (sous presque toutes ses formes) finit par générer plus d'émissions nuisibles au climat, au lieu

de les diminuer. En même temps, sa production détruit la biodiversité, déplace la production alimentaire et porte atteinte aux droits de l'homme.

Biofuelwatch a commencé à porter son attention sur la bioénergie du bois lorsqu'il est devenu clair que la combustion du bois pour l'électricité allait décoller de façon spectaculaire. Il est technologiquement simple

(contrairement aux biocarburants liquides celluloseux, par exemple) et peut permettre aux centrales au charbon et à d'autres infrastructures de centrales électriques existantes de rester viables de sorte que l'industrie des combustibles fossiles lui donne préférence.

De plus, la bioénergie du bois peut fournir l'électricité « de base » (24 heures sur 24, toute l'année), ce qui évite la nécessité d'investir dans le stockage d'électricité et les interconnexions nécessaires pour assurer la viabilité des énergies renouvelables à 100%. En outre, le sentiment du public à l'égard de la combustion du bois en tant qu'énergie renouvelable est favorable. Elle est considérée par le public et même des écologistes comme « naturelle ». De nombreuses organisations environnementales ont d'abord défendu la biomasse avec enthousiasme, même celles qui ont plus tard changé leur position sur l'éthanol une fois que la concurrence



La face cachée de l'énergie renouvelable ? De plus en plus, la biomasse est brûlée en grande quantité dans des centrales électriques à charbon. nican45/Flickr

avec la production alimentaire a été reconnue. Avec des cibles obligatoires et des subventions en place, il semblait clair que la biomasse ligneuse serait le « fruit à portée de main » pour les énergies renouvelables et qu'elle se développerait rapidement à grande échelle. Et c'est ce qu'elle a fait.

Les artifices comptables perpétue l'idée selon laquelle la bioénergie du bois est « neutre en carbone », car les arbres brûlés pourraient éventuellement repousser, ce qui permettrait aux producteurs d'énergie de dire qu'ils sont en train de réduire les émissions. Par conséquent, ils reçoivent des subventions généreuses pour la combustion du bois qui est sur le même pied que – et donc en concurrence avec – les renouvelables éolien, solaire et géothermique (non-combustion).

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la production de granulés de bois a monté en flèche. Passant de 6-7 millions de tonnes en 2006 à 26 millions de tonnes en 2015, elle augmente en moyenne de 14% d'une année sur l'autre et devrait continuer de croître de façon exponentielle. [2] La majeure partie du commerce international de pellets est entre les pays européens et entre les États-Unis et l'UE. Des entreprises comme DRAX, Oersted (anciennement DONG), E.On et RWE achetant des quantités énormes de granulés, principalement du sud-est des États-Unis. Le nombre de usines de granulés de bois déjà ouvertes ou proposées dans le sud des États-Unis est estimé à 35, chacune avec un appétit vorace et insatiable pour le bois. [3]

Bien que l'industrie de la biomasse continue de prétendre n'utiliser que des « déchets et résidus », il est clair que ce n'est pas le cas aujourd'hui : les parcs à bois de ces installations sont



Enviva, usine de pastilles de bois située à Ahoskie, États-Unis. **Dogwood Alliance**



Destruction d'une forêt de feuillus en zone humide pour la production de pastilles de bois, au Sud des États-Unis. **Dogwood Alliance**

remplis d'arbres entiers, y compris tout ce qui est considéré 'de qualité inférieur' et qui ne peut pas être vendu comme bois.

Un exposé des pratiques d'approvisionnement en bois pour le fabricant de pellets, Enviva, le plus grand producteur aux États-Unis, a révélé qu'ils récoltaient des arbres entiers à partir de rares poches de forêts de feuillus de bas-fonds qui restent. [4] Selon le Southern Environmental Law Centre, plus de 65,000 hectares de forêt humide étaient fortement menacée par cette seule installation. [5] Enviva envoie une grande partie des granulés qu'ils

produisent à la centrale à charbon de DRAX au Royaume-Uni, qui a été convertie pour brûler 50% de granulés de bois. En 2016, DRAX a brûlé 6,6 millions de tonnes de pellets, [6] fabriqués de 13,2 millions de tonnes de bois (pour chaque tonne de pellets fabriqués, deux tonnes de bois sont récoltées).

La consommation de bois de DRAX est 1,6 fois la production annuelle de bois du Royaume-Uni ! [7] Pourtant, tous les arbres qui sont abattus, granulés et envoyés depuis l'autre côté de l'océan pour être brûlés au Royaume-Uni fournissent seulement 0.74% de la demande d'énergie totale de ce

Des arbres entiers sont transformés en pastilles pour l'exportation vers l'Europe.
Dogwood Alliance



Des camions transportent des arbres feuillus vers les usines de pastilles.
Dogwood Alliance



américaine-européenne de la bioénergie du bois (dont Dogwood Alliance, NRDC, Partnership for Policy Integrity, Fern et BirdLife International, entre autres). Cependant, malgré ces campagnes, les politiciens, les réunions de politiques et même les campagnes de lobbying semblent embourbés dans les débats interminables sur les émissions de carbone et les normes de durabilité. Nous travaillons sur la préparation d'une série de rapports pour dénoncer l'erreur de brûler des arbres pour produire de l'électricité. Plus de 800 scientifiques ont écrit aux membres du Parlement européen pour dire : **« Même si l'on permet aux forêts de repousser, utiliser du bois récolté délibérément pour la combustion augmentera le carbone dans l'atmosphère et le réchauffement pendant des décennies et des siècles – comme plusieurs études ont démontré – même lorsque le bois remplace le charbon, le pétrole ou le gaz naturel. »** [11]

Cela nous semble si absurde, et pourtant, les politiques en faveur de la bioénergie du bois (et de la bioénergie en général) restent, dans l'ensemble, inchangées.

Qu'est-ce que l'avenir nous réserve? Alors que de plus en plus de pays prennent la question du changement climatique au sérieux, il y a un risque que la bioénergie devienne de plus en plus une « solution ». De nouveaux développements et engagements liés à la bioénergie apparaissent à l'horizon. Les marchés asiatiques des granulés de bois ont connu une expansion, avec une demande croissante en particulier de la part du Japon et de la Corée du Sud. La Chine a fixé des objectifs pour remplacer une grande partie du charbon par des granulés de bois.

pays. [8] Par unité d'énergie produite, les émissions de CO₂ provenant de la combustion du bois sont plus élevées que pour la combustion du charbon. [9] Quand on ajoute à cela les émissions provenant de l'expédition des granulés d'un côté de l'océan à l'autre, des opérations de récolte, de transport, de séchage et de pelletisation, ainsi que les pertes de carbone du sol dues à l'exploitation forestière et la séquestration du carbone associée à la coupe des arbres, tout avantage climatique proclamé devient très difficile à discerner. En récompense de cette absurdité, le gouvernement britannique accorde à DRAX une

somme étonnante de 1,5 million d'euros chaque jour. [10]

Quand la plupart des gens entendent cela pour la première fois, ils sont choqués et consternés. Étonnés, ils nous demandent, "Vous voulez dire que nous abattons les forêts, les transformons en pellets, les expédions à travers l'océan pour brûler dans une centrale à charbon, nous appelons cela de l'énergie renouvelable et nous payons des subventions pour cette soi-disant solution climatique ?" Cela n'a aucun sens, même pour un enfant.

De nombreuses organisations travaillent sur le thème de la débâcle

À l'image de cette tendance générale, l'initiative conjointe « **Plateforme Biofuture** » a été lancée par 19 pays lors de la réunion de la CCNUCC en novembre 2017 à Bonn. Son objectif déclaré est : « **d'augmenter l'utilisation de sources à faible teneur en carbone (c'est-à-dire, la biomasse durable) comme matière première pour la production d'énergie, de produits chimiques et de matériaux. Dans un passé pas si lointain, le monde dépendait presque entièrement des ressources renouvelables, y compris la biomasse, pour la nourriture, l'énergie et le logement. Nous vous demandons d'envisager un avenir où ceci est vrai encore une fois - de nombreux besoins modernes, y compris les plastiques, les matériaux de construction, les vêtements et, plus important, l'énergie, peuvent être satisfaits par la biomasse. Il a été estimé que, d'ici 2050, la moitié des produits chimiques et des matériaux du monde pourraient être produits à partir de ressources renouvelables.** » [12]

Bien sûr, une grande partie du monde dépend toujours entièrement de la biomasse pour la nourriture, l'énergie et le logement. Mais les communautés qui dépendent encore de la biomasse « traditionnelle » comptent parmi ceux qui consomment le moins d'énergie au monde. Si les nations riches essaient de substituer la biomasse à leurs énormes besoins énergétiques et matériels, aux niveaux actuels de consommation basé sur les combustibles fossiles, leurs demandes finiront inévitablement par concurrencer la production vivrière et

les usages traditionnels - y compris par les paysans et les peuples autochtones.

Même aux niveaux actuels, il est clair que la bioénergie est un moteur de la destruction des forêts. Mais, si les nombreux plans divers pour étendre son utilisation viennent à être mis en oeuvre, y compris les plans de l'industrie de l'aviation d'adopter les biocarburants et pour une vaste « bioéconomie », nous pourrions nous retrouver à dénuder une grande partie de la planète dans une course malavisée pour « la sauver ».

Alors que les passionnés de bioénergie se tournent vers le paysage planétaire pour évaluer le « potentiel de la

Les plantations d'arbres en monocultures ne devraient pas être catégorisées comme des forêts. **Carbon Violence**



biomasse mondiale », le rôle important que les forêts pourraient jouer pour contrecarrer les pires effets du réchauffement climatique devient de plus en plus reconnu. Il y a beaucoup de discussions sur le potentiel de restauration et de rétablissement des forêts comme un outil « facilement disponible » pour la séquestration du carbone, tout en offrant plusieurs autres avantages.

Mais comment peut-on concilier une demande massive de bois et de cultures bioénergétiques avec la protection et la restauration des forêts ? C'est l'énigme à laquelle font

face les décideurs politiques - le problème proverbial de « avoir du beurre et l'argent du beurre ». Cette discordance semble être une source majeure de confusion et de rhétorique manipulatrice sur les forêts dans le contexte du changement climatique.

Tout d'abord, il reste toujours la tromperie inhérente à l'absence d'une distinction formelle entre les forêts et les plantations d'arbres par la FAO, par exemple. Et cela, malgré que cela fait des années que la société civile exige une distinction claire. Mais confondre les deux ne fait que fournir une échappatoire pratique à l'industrie forestière. Si la définition de « forêt » inclut une plantation industrielle

d'arbres destinés à être récoltés pour la pulpe ou la bioénergie, cela permet au propriétaire de la plantation de prétendre qu'il cultive une « forêt » et fournit de l'énergie renouvelable en même temps. Une façon d'avoir le beurre et l'argent du beurre.

Aux États-Unis, la confusion, la terminologie

fallacieuse et la profonde ignorance de l'écologie forestière sont les que les industries forestières et de la biomasse utilisent pour démanteler les protections forestières. Par exemple, l'administration Trump a récemment introduit une « Loi sur les forêts résilientes ». Derrière ce joli nom, le projet de loi vise à ouvrir les terres publiques à l'exploitation du bois à très grande échelle, tout en réduisant les exigences en matière d'évaluation environnementale et en éliminant en grande partie toute participation du public à la prise de décisions.

Les industries du bois et de la

biomasse mènent depuis longtemps une campagne de relations publiques fondée sur l'affirmation selon laquelle il est nécessaire de « gérer » (c'est-à-dire de connecter) les forêts pour prévenir les incendies qui menacent la vie et la propriété des gens. Leur argument repose sur le mythe selon lequel si les forêts ne sont pas exploitées, elles accumuleront trop de biomasse et fourniront donc plus de combustible, ce qui entraînera des incendies plus graves. En fait, c'est tout le contraire, comme l'ont montré le bon sens et la science. Par exemple, une étude de 2016 a démontré que moins une forêt a été gérée (coupée), moins les incendies sont graves. [13] Cela a du sens pour la plupart des gens qui ont passé du temps dans les forêts anciennes et exploitées. L'exploitation forestière perturbe la canopée, permettant à plus de lumière du soleil de pénétrer, de sécher les choses et de favoriser la prolifération des sous-bois inflammables. En outre, il est bien établi que la protection des vies et des biens est mieux assurée en défrichant les arbres à proximité immédiate des maisons, à des kilomètres de distance.

En 2017, lorsque des incendies de forêt catastrophiques se sont abattus sur des communautés californiennes, les dirigeants républicains du Congrès américain ont profité de l'occasion pour promouvoir leur programme,

arguant que les forêts devraient être coupées pour éviter qu'elles ne brûlent. [14] L'industrie de la biomasse espère recevoir des subventions pour « l'éclaircissage », basé sur la peur du feu comme un moyen d'acquérir des matières premières bon marché pour leurs projets.

Pourquoi l'industrie a-t-elle réussi à perpétuer ces mythes ? Aux États-Unis, et peut-être ailleurs dans le Nord, la réponse a avoir avec un public apathique qui souffre d'un grand manque de compréhension des forêts. L'urbanisation et l'échec de notre système éducatif ont fait en sorte qu'une grande partie de la population n'a jamais mis les pieds dans une vraie forêt. Et s'ils sont déjà allés dans les bois, il y a de fortes chances que la forêt soit actuellement ou ait déjà été une plantation d'arbres. Les parcelles restantes de forêts anciennes, ou même d'une forêt secondaire diversifiée et saine, sont rares.

Après la révolution industrielle et le « boom du bois » au début du 20^e siècle, on estime que plus des deux tiers des forêts américaines ont été fortement coupées ou nivelées au moins une fois. Les géants qui ont été coupés – des pins gigantesques ; des châtaigniers américaines énormes, abondantes et productives (une source de nourriture de base pour la faune et la flore) ; de

grands sapins imposants, des pruches, des cèdres, des chênes et des caryers - ont tous disparu ; certains avaient au moins entre 200 et 400 ans quand ils ont été abattus.

La repousse, là où elle peut se produire, est un processus long et lent, et la plupart d'entre nous ne verra jamais une véritable forêt ancienne (bien que beaucoup de forêts secondaires sont spectaculairement diversifiées et grandioses). Nous ne savons pas ce que nous perdons. Notre sens de la « forêt » manque de fondement historique et notre connaissance de la façon dont les forêts fonctionnent - pour soutenir la vie sur terre - fait cruellement défaut. Par conséquent, nous sommes des réceptacles ouverts, vulnérables et sans discernement de propagande industrielle absurde.

D'une manière ou d'une autre, nous devons retrouver notre chemin, en allant au-delà de la propagande et de la terminologie trompeuse, pour susciter de l'intérêt pour et réveiller la conscience sur la nature précieuse des forêts réelles. Il est urgent de rejeter en bloc la notion selon laquelle les forêts sont une source « d'énergie renouvelable » pendant que les nations décident comment réduire les émissions de gaz à effet de serre.

[1] http://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/File:Table_1-Share_of_renewables_in_gross_inland_energy_consumption_2016.png

[2] http://task40.ieabioenergy.com/wp-content/uploads/2013/09/IEA-Wood-Pellet-Study_final-2017-06.pdf

[3] https://www.southernenvironment.org/uploads/maps/SELC_WoodPelletExportMap_2017_0707_map+table.pdf

[4] <https://www.nrdc.org/sites/default/files/enviva-wood-pellets-FS.pdf>

[5] <https://www.southernenvironment.org/news-and-press/press-releases/statement-from-selc-on-new-report-assessing-threats-to-southeast-wildlife>

[6] <https://www.drax.com/wp-content/uploads/2017/03/Drax-Group-plc-annual-report-and-accounts-2016-Smart-Energy-Solutions.pdf> p18

[7] Drax a brûlé 6,6 millions de tonnes de granulés de bois en 2016 (<https://www.drax.com/wp-content/uploads/2017/03/Drax-Group-plc-annual-report-and-accounts-2016-Smart-Energy-Solutions.pdf>), fabriquées de 13,2 millions de tonnes de bois vert. En comparaison, la production totale de bois du Royaume-Uni de l'année en question était de 11 millions de tonnes de bois vert, selon la Forestry Commission (<https://www.forestry.gov.uk/forestry/infd-7aqqdc>).

[8] La combustion de 6,6 millions de tonnes de granulés de bois a généré 12,7 TWh d'électricité en 2016 (<https://www.drax.com/wp-content/uploads/2017/03/Drax-Group-plc-annual-report-and-accounts-2016-Smart-Energy-Solutions.pdf>). La consommation totale d'électricité du Royaume-Uni en 2016 était de 303,8 TWh.

(https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/633029/DUKES_2017_Press_Notice.pdf). La biomasse de Drax fournit donc 4,2% de l'électricité du Royaume-Uni par an. Cependant, l'électricité n'a représenté que 17,5% de toute la demande d'énergie du Royaume-Uni cette année-là. La biomasse de Drax a donc contribué environ 0,74% à la demande énergétique finale du Royaume-Uni en 2016.

[9] <http://www.pfpi.net/carbon-emissions>

[10] <https://www.drax.com/wp-content/uploads/2017/03/Drax-Group-plc-annual-report-and-accounts-2016-Smart-Energy-Solutions.pdf> p128

[11] <https://eutoday.net/news/energy/2018/scientists-urge-eu-to-revise-renewable-energy-directive>

[12] <http://biofutureplatform.org/statements/>

[13] Bradley CM, Hanson CT et Della Sala DA (2016). La protection accrue des forêts correspond-elle à une hausse de la sévérité de feu dans les forêts fréquemment touchées par le feu de l'ouest des États-Unis? *Ecosphère* 7 (10): e01492. 10.1002 / ecs2.1492

[14] <https://www.williamsnews.com/news/2017/nov/07/house-approves-bill-speed-logging-combat-wildfires>



L'huile de palme et l'accaparement des terres au Cameroun

Par le Centre pour l'environnement et le développement (CED) Cameroun

La crise financière de 2008 et la croissance subséquente de la demande de terres en Afrique subsaharienne de la part des sociétés transnationales ont conduit à une ruée vers la terre au Cameroun. Des sociétés comme Sime Darby, le groupe Siva / Biopalm Energy, Goodhope, Palmco et SGSOC / Herakles ont toutes commencé à demander de vastes superficies pour la production d'huile de palme. Beaucoup de ces sociétés viennent de l'Asie, qui est un leader mondial de la production d'huile de palme.

Au Cameroun, apparemment un total de 3 à 4 millions d'hectares aurait été revendiquée par ces sociétés. [1] En comparaison, à la même époque, des plantations agro-industrielles qui produisaient tous les produits de base au Cameroun ne totalisaient que 350 000 hectares. Bien que beaucoup de ces affirmations restent à confirmer, la société SGSOC / Herakles, basée à New

York, a signé un contrat avec le gouvernement du Cameroun pour une zone de 73 000 hectares de terres. C'était le premier investissement d'une nouvelle vague d'acquisitions foncières. Le CED a été particulièrement actif dans ce cas en raison des leçons qu'il pourrait en tirer pour son travail de plaidoyer sur les changements à la loi foncière exigées, notamment en ce qui

concerne les dispositions sur les concessions de terres à grande échelle.

Ce contrat sur la concession de terres à SGSOC / Herakles était le plus grand signé au Cameroun à l'époque, et au moins quatre leçons ont été tirées de cette affaire :

1. La question de la légalité : La société a affirmé qu'il avait un contrat pour une zone de 73 000 hectares mais elle n'a jamais été en mesure de fournir des preuves sur la taille et de l'emplacement des terres qui lui avaient été cédées par le gouvernement du Cameroun. La compagnie avait un accord cadre très détaillé avec le Cameroun qui



Une nouvelle plantation d'huile de palme au Cameroun. Centre pour l'Environnement et le Développement

spécifiait le but (plantation d'huile de palme), le loyer (0,5-1 dollar par hectare par an), la durée de la concession (99 ans), la cession des droits carbone à l'entreprise [2] (même si le Cameroun ne disposait pas d'une législation en ce sens) et plusieurs autres détails, mais pas sur l'emplacement ni la taille de la zone en question.

2. La complexité du contrat comprenait tant d'obligations détaillées pour l'État d'accueil qu'il donnait l'impression que le contrat était un atout en soi et que le but était d'ouvrir la voie à une demande d'arbitrage contre l'État dans le futur.
3. L'absence de consultation adéquate auprès des communautés et l'intimidation de ses membres soit par l'entreprise, soit par les autorités administratives locales et les forces de sécurité. Dans certains cas, la magistrature semblait être au courant des membres de la communauté ou des activistes locaux qui ont fait objet de harcèlement pendant les transferts de terres. [3] Cette tendance a donné la triste impression d'un retour au colonialisme où la force pouvait être utilisée pour saisir les terres de ceux qui en avaient le plus besoin, sans aucune considération pour leur subsistance ou leur avenir.
4. La qualité des normes de protection environnementales et sociales était médiocre. L'une des concessions



Déforestation causée par l'huile de palme au Cameroun. Centre pour l'Environnement et le Développement

foncières revendiquées par l'entreprise était située au milieu d'une zone écologiquement sensible où il y a quatre parcs nationaux ou des projets pour créer des parcs nationaux.

Évidemment, cet accord n'était pas une bonne affaire pour l'État camerounais, et les ONG se sont opposées ouvertement à ce que les futures concessions de terres suivent les mêmes voies que celle de la SGSOC. Nous sommes arrivés à la conclusion que les lois au Cameroun sont trop faibles pour réglementer cette nouvelle ruée vers les terres. La législation devrait inclure des dispositions plus claires pour protéger les droits des communautés et leur donner la priorité sur la gestion des terres et des ressources naturelles. Les normes environnementales devraient également être radicalement

améliorées, de même que les normes qui protègent les intérêts de développement nationaux de l'État.

La campagne menée pour exprimer les préoccupations des communautés et fournir des arguments additionnels basés sur des recherches effectuées par le CED et ses partenaires a réussi à rassembler plusieurs ONG au Cameroun et à l'étranger, et a conduit à une réduction de la quantité de terres cédées à l'entreprise (de 73 000 ha à 20 000 ha). [4] Elle a également réussi à remplacer la revendication en question par un bail foncier provisoire, qui sera renouvelé sous réserve des performances de l'entreprise.

Depuis lors, le CED continue à participer activement aux discussions en cours sur la politique de l'huile de palme au Cameroun.

[1] <http://pubs.iied.org/17571IIED/>

[2] <http://www.relufa.org/savesite/documents/13REASONSCED-RELUFAdocENGLISHTRANSLATION.pdf>

[3] <https://www.business-humanrights.org/en/complaint-before-us-govt-alleging-intimidation-by-sgsocherakles-farms-in-land-transfers-in-cameroon-resolved-in-agreement-between-company-ngos>

[4] <http://www.bad-ag.info/bad-ag-campaigner-arbitrarily-detained-in-cameroon/>

Les biocarburants pour l'aviation : sur le point de décoller ?

Par Almuth Ernsting, Biofuelwatch, Écosse



L'idée d'utiliser des biocarburants dans les avions a à peine dépassé le stade de la publicité, mais cela risque de changer dans les années à venir. [1]

Les compagnies aériennes telles que United Airlines, Quantas, KLM, Lufthansa et Cathay Pacific ont organisé et largement diffusé des vols réalisés avec des mélanges de kérosène et de biocarburants. Pourtant, en ce moment, il n'y a qu'une seule raffinerie dans le monde qui produit régulièrement des biocarburants adaptés à l'aviation et celle-ci, exploitée par AltAir en Californie, vend moins de 7% de ses biocarburants aux compagnies aériennes.

Néanmoins, l'Association du transport aérien international, la Commission européenne, le gouvernement des États-Unis et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) (organisation spécialisée des Nations Unies) encouragent depuis des années l'expansion rapide de l'utilisation des biocarburants dans les avions. Cependant, ni le biodiesel ni l'éthanol, qui représentent actuellement 95% de la production mondiale de biocarburants, ne sont compatibles avec les moteurs d'avion. Jusqu'à ce

jour, le coût de production des biocarburants qui peuvent être utilisés dans les avions en toute sécurité a été jusqu'à présent prohibitif. Cela pourrait changer en 2018, avec l'approbation d'une décision technique attendue qui permettrait le type de biocarburants à la croissance la plus rapide - huile végétale hydrotraitée (HVO) - d'être utilisé dans les avions sans la mise à niveau coûteuse qui est actuellement nécessaire. L'huile de palme est de loin la matière première pour le HVO la moins chère et techniquement la plus appropriée, et donc la seule source possible de biocarburants pour l'aviation, si ce marché devait décoller.

La croissance de la production du HVO est la principale raison pour laquelle l'utilisation de l'huile de palme pour les biocarburants a sextuplé entre 2010 et 2015. [2] Deux grandes raffineries de l'huile de palme devraient ouvrir cette année, l'une opérée par Total en France, l'autre par Eni en Italie. La compagnie pétrolière finlandaise Neste, qui produit plus de HVO que toutes les autres sociétés, augmentera également sa capacité d'un million de tonnes, en utilisant de l'huile de palme dans le mélange. Toutes ces entreprises espèrent tirer profit d'un futur

Combustion à ciel ouvert d'une forêt tropicale récemment rasée pour laisser place à une plantation d'huile de palme au Kalimantan occidental, Île de Bornéo.
David Gilbert pour Rainforest Action Network/Flickr



Le PDG de *Jetstar* présente le premier vol de la compagnie aérienne utilisant 50% de biocarburants. *Jetstar Airways/Flickr*



boom des biocarburants dans le secteur de l'aviation. Jusqu'à présent, aucune compagnie aérienne ne veut utiliser l'huile de palme, mais des entreprises comme Neste contournent ce problème en classant de manière controversée une fraction de l'huile de palme brute comme « déchets et résidus ».

De plus, cette hausse de la demande des biocarburants pour l'aviation intervient à un moment où l'utilisation de biocarburants de l'huile de palme devrait augmenter fortement en raison de nouveaux mandats en Indonésie, ainsi que des plans pour intensifier l'utilisation du biodiesel en Malaisie, en Thaïlande, en Chine, au Japon et en Norvège. L'utilisation de l'huile de palme dans les biocarburants de l'UE pourrait également augmenter considérablement si les pressions

exercées par les gouvernements malaisien et indonésien empêchent la décision du Parlement européen – en faveur d'arrêter de soutenir l'huile de palme dans les biocarburants – d'être traduite en politique.

Heureusement, l'usage des biocarburants d'aviation à grande échelle n'est pas inévitable. En octobre dernier, juste avant une « Conférence sur l'aviation et les carburants alternatifs » de l'OACI, 96 organisations de la société civile ont signé une lettre ouverte contre une proposition d'objectifs ambitieux en matière de biocarburants faite par le Secrétariat de l'OACI. [3] La conférence s'est terminée sans l'adoption d'aucune cible de biocarburants. L'industrie n'a pas renoncé, bien sûr, et en juin de cette année, une nouvelle proposition

du Secrétariat de l'OACI sera présentée aux délégués, cette fois pour qu'il soit le plus facile possible pour les compagnies aériennes d'atteindre une 'croissance neutre en carbone' grâce aux biocarburants ainsi que des compensations de carbone.

Prévenir ce nouveau marché de l'huile de palme est essentiel si nous voulons éviter encore plus de déforestation. Mais la réponse ne peut pas consister à permettre à l'industrie de l'aviation de continuer à se développer en brûlant toujours plus de combustibles fossiles. Ce doit être pour inverser la croissance de l'aviation, résister aux agrandissements des aéroports, déplacer les subventions des avions vers les trains, et pour que les gens prennent l'avion moins souvent, voire jamais.

[1] <http://www.biofuelwatch.org.uk/2017/aviation-biofuels/>

[2] <http://www.animus-csr.com/2017/01/23/the-real-impact-of-palm-oil-and-failed-policies/>

[3] <http://www.biofuelwatch.org.uk/2017/aviation-biofuels-open-letter/>



Des forêts de pins riches en biodiversité menacées par l'exploitation forestière en Suède

Par Kristina Bäck, Skydda Skogen (Protect the Forest), Suède

Le Paysage Forestier de l'Ore est un vaste territoire forestier composé principalement de forêts de pins non-protégées. Bien qu'on ait amplement documenté son importance pour la conservation, la zone est menacée par l'exploitation forestière.

La majeure partie de la forêt est, en effet, gérée par la société d'État forestière suédoise Sveaskog, détenteur du certificat de FSC, qui a déjà exploité plus de 600 hectares de forêts de pins non-protégées avec haute valeur de conservation depuis 2013, et qui prétend continuer à les exploiter.

Sveaskog se spécialise dans la vente de bois d'oeuvre, de bois de pâte pour les pâtes et papiers et de bois pour les biocarburants. [1] Depuis décembre 2017, des bénévoles surveillent les forêts dans le but de les protéger contre l'exploitation forestière. Dans le Paysage Forestier de l'Ore, on prévoit abattre plusieurs zones forestières dont la valeur de conservation est importante. L'Agence suédoise des forêts, l'autorité qui a pour mission de maintenir l'équilibre entre la production forestière et les objectifs environnementaux du pays, refuse d'étudier ces habitats forestiers, même après avoir

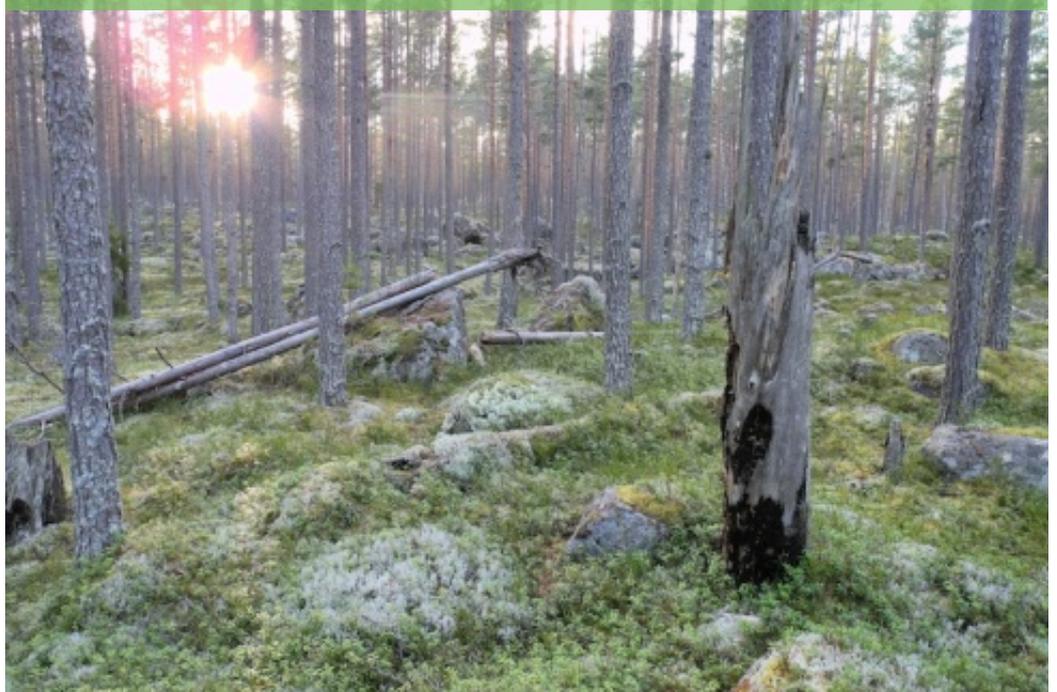
été informés de la riche biodiversité de ces zones.

Dans l'une des forêts menacées, des bénévoles ont érigé une tente afin de protéger la forêt de l'exploitation. Ces volontaires sont de plusieurs organisations, telles que Greenpeace, *Protect the Forest* et la Société suédoise pour la protection de la nature (SSCN).

Une liste de 400 constatations de 27 espèces menacées démontre clairement la haute valeur de conservation de la région, amenant les ONG à proposer au Conseil d'administration de Dalarna de transformer cette région en réserve naturelle. Malheureusement, cette proposition a été ignorée par les autorités.

Dans un film récent de Greenpeace, [2] Linda Spjut de l'organisation *Protect the Forest*, décrit l'urgence de la situation dans le Paysage Forestier de

Le Paysage Forestier de l'Ore: il est, il est prévu que cette forêt naturelle de pins soit abattue. Sebastian Kirppu



l'Ore : « Sveaskog devrait contribuer à l'atteinte des objectifs environnementaux de la Suède. Les projets d'exploitation de Sveaskog dans cette forêt sont scandaleux. Je crois que beaucoup plus de Suédois se joindraient aux manifestations s'ils savaient réellement ce qui se passe dans leurs forêts. »

Daniel Zetterström de Greenpeace déclare dans le même film: « Nous, qui protestons contre l'exploitation forestière, demandons que Sveaskog abandonne ses projets d'exploitation des forêts à haute valeur de conservation dans le Paysage forestier de l'Ore ainsi que dans le reste de la Suède. Nous voulons que l'Agence suédoise des forêts effectue un inventaire méticuleux de ces forêts, et que le gouvernement prenne des mesures pour les protéger. »

En outre, Linda Johannesson de l'organisation *Nature and Youth* affirme : « C'est bizarre que la société d'État Sveaskog continue d'exploiter des forêts riches sur le plan biologique quand, en même temps, nos objectifs environnementaux stipulent que ces forêts sont justement celles qui doivent être épargnées. Les forêts naturelles de pins de cette envergure sont pratiquement inexistantes dans les régions du Sud. »

Sebastian Kirppu, un biologiste forestier qui a grandement été impliqué dans les inventaires bénévoles des forêts dit :

« L'Agence suédoise des forêts a tiré ses conclusions de l'état de la forêt à partir d'une seule visite sur le terrain et ce, sans faire un inventaire convenable des principaux habitats forestiers. » À la radio P4 de Dalarna, il explique :

« Nous avons une industrie forestière qui est certifiée par le FSC et qui, par conséquent, devrait aider à prévenir la disparition des espèces menacées. Les compagnies forestières ont une soit disant « responsabilité sectorielle » - c'est-à-dire qu'elles devraient éviter d'exploiter des forêts qui ont une haute valeur de conservation et qui sont

suédois en exigeant qu'on arrête l'exploitation dans le Paysage forestier de l'Ore, et que des mesures légales de protection soient adoptées. Cette lettre [3] stipule que :

« L'exploitation de ces forêts et, par conséquent, la transformation d'importants paysages forestiers en monocultures conduira à une perte irréversible de biodiversité. En exploitant ces forêts, les objectifs environnementaux de la Suède ne peuvent être atteints de façon adéquate. Protéger les forêts existants

à haute valeur de conservation est, de plus, une mesure beaucoup plus efficace et rentable financièrement pour atteindre ces objectifs que la restauration et la recréation des habitats perdus. »

Les forêts menacées du Paysage Forestier de l'Ore ne sont qu'un exemple parmi d'autres de



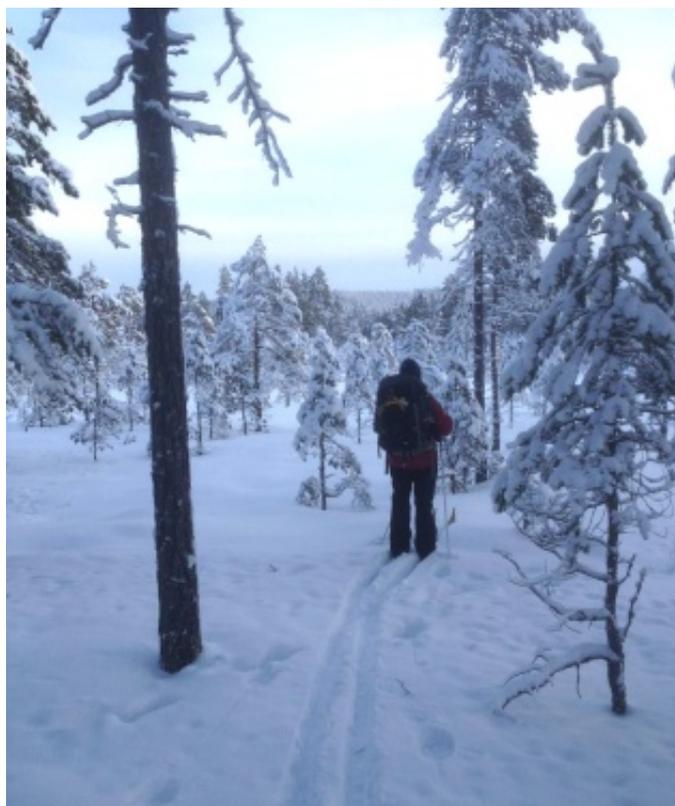
riches en biodiversité. En Suède, il y a aussi des autorités qui sont responsables d'assurer que la Suède atteigne les objectifs environnementaux et des accords internationaux de l'ONU, tels que les Objectifs d'Aichi approuvés lors de la conférence de Nagoya en 2010. Tous ces efforts sont déployés en vain lorsque sont abattues des forêts comme celle-ci, où vivent plusieurs espèces menacées. Tout le travail que nous avons accompli est alors perdu! »

Récemment, 22 organisations ont écrit une lettre ouverte au gouvernement

ce qui se passe en Suède. Il y a plusieurs autres projets d'exploitation de forêts naturelles non-protégées dont la valeur de conservation est importante et qui sont riches en biodiversité. Les dernières parcelles de forêts autrefois épargnées des coupes à blanc sont maintenant abattues. Présentement, seulement 5% des terres forestières productives au pays sont protégées par loi. En deçà de la frontière des forêts montagneuses, seulement 2% du territoire forestier est protégé légalement. Plus de 90% des forêts suédoises sont, ou ont été,



Une tente abritant les volontaires venus pour protéger le Paysage Forestier de l'Ore. Pär Wetterrot



Un bénévole patrouillant le Paysage Forestier de l'Ore afin de prévenir la coupe de bois illégale. Pär Wetterrot

exploitées à des fins commerciales et sont donc affectées par la gestion systématique des forêts.

De plus, on porte très peu d'attention à la mise en œuvre de l'exploitation. Il y a consensus entre les biologistes suédois renommés, qui affirment que la politique suédoise en matière de forêts menace la diversité biologique. Malgré cela, le gouvernement suédois encourage l'accélération de la production forestière et l'utilisation de la bioénergie pour remplacer les énergies fossiles. Il est à l'écoute de l'industrie du bois qui affirme que les forêts doivent être abattues afin de diminuer le changement climatique. Évidemment, cette vision tend à coïncider avec les intérêts de l'industrie qui déclare ouvertement, dans sa

campagne en ligne, que plus nous achetons de produits dérivés du bois, mieux c'est pour l'environnement. Le fait que l'exploitation de forêts naturelles et l'utilisation de la bioénergie qui en découle ne feront qu'aggraver la situation climatique n'est pas mentionné.

Une grande proportion des forêts abattues en Suède sont exportées pour servir de matière première, papier, pâte et autres produits dérivés du bois vers des pays tels le Royaume-Uni, l'Allemagne et les États-Unis. Les consommateurs de ces pays se font garantir par l'industrie forestière suédoise que ces produits sont confectionnés de façon durable. L'organisation *Protect the Forest* affirme que les opérations des

entreprises forestières suédoises sont souvent très loin d'être durables d'un point de vue environnemental et social, surtout en ce qui concerne la population locale). De nombreuses compagnies certifiées par le FSC détruisent des forêts anciennes avec de hautes valeurs de conservation et contreviennent aux critères établis par des règles de certification environnementale. Donc, nous encourageons toutes les personnes concernées et tous les consommateurs de produits suédois dérivés du bois de se renseigner et d'être conscients de la situation forestière en Suède afin de la dénoncer. Nous devons arrêter la destruction des dernières forêts anciennes d'Europe et pour ce faire, nous devons coopérer au niveau international, au delà des frontières.

[1] <https://www.sveaskog.se/en/about-sveaskog/sveaskog-in-brief/>

[2] [http://media.greenpeace.org/archive/Action-to-Protect-Swedish-Forest-Landscape-Ore-Skogsrike-\(Soundbites\)-27MZIFJXI70MD.html](http://media.greenpeace.org/archive/Action-to-Protect-Swedish-Forest-Landscape-Ore-Skogsrike-(Soundbites)-27MZIFJXI70MD.html)

[3] <http://www.skyddaskogen.se/sv/arkiv/154-svenska-kategori/aktuellt/pressmeddelanden/4536-oeppet-brev-till-mikael-damberg-karolina-skog-om-ore-skogsrike9241>

Le commerce florissant des biocarburants et de la biomasse dévaste les zones humides, les fermes et les forêts en République Tchèque

Par Zdeněk Poštulka, Koalice pro řeky, République Tchèque



La surexploitation des sols dans l'ancienne Tchécoslovaquie remonte aux années 1950, lorsque les effets de la collectivisation et l'intensification de l'agriculture commencent à se faire sentir et à dévaster des paysages. On coupait les haies et les forêts dans le but de créer des champs plus grands, et les zones humides ont été complètement drainées.

Les infrastructures destinées à contrôler les cours d'eau ont rapidement été agrandies : bien que ces travaux étaient déjà en cours à la fin du 19^e siècle, les nouveaux efforts pour endiguer les rivières et construire des digues de béton font partie d'une approche basée sur la prémisse « nous dominerons l'eau et le vent ».

Dans les années 1970, les travaux de récupération du sol – principalement par la transformation de marécages asséchés et de zones inondables en terres arables – ont avancé

rapidement, car les politiques publiques favorisaient les cultures arables. Ces terres agricoles récemment asséchées ont été créées afin de compenser les pertes de terres suite à la construction des routes ou l'expansion des villes et des villages, etc. Toutefois, ces changements ont mené à une augmentation de l'érosion et de la pollution de l'eau ainsi que de la surproduction d'aliments.

Depuis le début du 20^{ème} siècle, la République Tchèque a perdu environ un million d'hectares de zones humides, de

zones forestières marécageuses et de systèmes agroforestiers. [1] Le drainage et les autres actions qui nuisent au régime hydrique ont été faits dans un total de 1,1 millions d'hectares de terres agricoles. 25,6% des terres agricoles au pays ont été asséchées, principalement à l'aide des systèmes de drainage souterrain. [2]

L'érosion des sols est un problème sérieux : 67% de nos terres arables sont menacées par l'érosion et 21 millions de tonnes de terres arables sont perdues par année. La culture du

L'exploitation forestière d'épinettes contribue à l'érosion des sols. Koalice pro řeky



colza a gagné en popularité et suite à la transition vers une économie de libre marché en 1990, nous avons commencé à exporter des matières premières de biocarburants, telles le colza et le blé, vers les pays de l'Europe de l'Ouest. Un nouveau marché a été lancé.

Depuis alors, nos plaines ont été assujetties à la culture spécialisée de biocarburants et de maïs pour la production de biogaz, qui est utilisé pour gérer l'électricité. Ceci a engendré une réduction de l'élevage de bétail, puisque les compagnies agricoles se sont concentrées dorénavant sur ces cultures et que, de surcroît, les engrais chimiques ont remplacé le fumier. La rotation de cultures de colza, de maïs et de blé a également mené à une augmentation rapide de l'utilisation de pesticides. Donc, les nappes phréatiques dans nos plaines ont été contaminées par le glyphosate et d'autres résidus de pesticides et d'engrais.

Actuellement, il faut réserver au moins 400 000 hectares de champs arables détériorés afin de restaurer les terres en implantant des systèmes agroforestiers et récupérer nos zones humides et inondables. Toutefois, les politiques nationales et européennes continuent à stimuler la production de biocarburants. Dans de telles circonstances, nous sommes voués à l'échec. Bien que le Parlement européen ait récemment voté en



Domages environnementaux aux zones humides causés par l'exploitation forestière.
Koalice pro řeky

faveur de mettre fin à son appui pour les biocarburants de l'huile de palme de 2021 (dans l'attente de la décision de l'UE), il a laissé les autres agrocarburants sur l'ordre du jour. D'ailleurs, puisque l'huile de palme représente une grande proportion (33%) [3] de la première génération de biocarburants dans l'Union européenne, on anticipe une hausse substantielle de la demande de colza, de blé, de soya et de canne à sucre, si la décision du Parlement européen se maintient.

La production de biomasse forestière est également une grande préoccupation. Effectivement, ce qui restait de nos forêts de hêtres a été ravagé au 18e siècle quand le bois a été utilisé pour alimenter toutes les formes d'industrialisation qui surgissaient. En raison des idées dominantes de l'École forestière autrichienne, les forêts naturelles ont été remplacées par des monocultures d'épinettes. Cependant, aujourd'hui, ces plantations d'épinettes meurent fréquemment à cause de la sécheresse estivale, les tempêtes et les infestations de dendroctone du pin. Les invasions de ces insectes ont atteint des niveaux sans précédent en Moravie du Nord. Des milliers d'hectares d'arbres ont été endommagés et de la

machinerie lourde a été déployée pour combattre cette épidémie.

Le bois est ensuite exporté en Pologne et en Autriche, des pays qui sont dépendants de la biomasse pour atteindre leurs objectifs d'énergie renouvelable. L'exemple de la Pologne est particulièrement choquant si l'on tient compte du fait qu'ils utilisent la combustion mixte de bois et de charbon dans les anciennes centrales au charbon comme principal outil pour accomplir leurs objectifs d'énergie renouvelables. Même si nous avons en place des politiques pour protéger nos sols forestiers et promouvoir la sylviculture écologique, nous pouvons difficilement empêcher cette ruée vers la biomasse dans les États voisins.

L'exploitation de ce bois entre en conflit avec nos besoins. Nous devons laisser dans les bassins versants montagneux le bois mort afin d'éviter l'érosion des sols, d'augmenter la fertilité de ceux-ci et de favoriser la restauration des ruisseaux et des marécages. Nos forêts en montagne doivent être protégées.

En ce qui concerne la production des matières premières pour les



Une plaine inondable naturelle. Koalice pro řeky



Une forêt de taillis. Koalice pro řeky

biocarburants, la fin de l'appui aux biocarburants de première génération sera une mesure positive. Par la suite, il se peut que le prix du colza diminue et, par conséquent, la pression sur nos forêts aussi. Il deviendrait plus facile d'acquérir des terres pour récupérer des écosystèmes dégradés.

Afin de produire de la biomasse de façon responsable et durable, nous proposons de planter jusqu'à 150 000 hectares de zones forestières inondables, préférablement sur des sols agricoles avec une fréquence de crue de 5 ans, plus 50 000 hectares de systèmes agro-forestiers et 200 000 hectares de haies et de forêts de zones humides sur des sols arables vulnérables, des vergers, des boisés de saules et de peupliers ou encore des lits de roseaux, en partie comme des forêts de non intervention pour la rétention permanente de carbone. Nous proposons également la conversion d'environ 200 000 hectares des plantations d'épinettes les plus vulnérables en forêts presque naturelles d'ici les 10 prochaines années – ce qui servira de source intérimaire de biomasse - jusqu'à ce que les nouveaux taillis soient prêts à être récoltés pour l'usage locale.

[1] http://www.hnutiduha.cz/sites/default/files/publikace/typo3/voda_zemedelstvi.pdf

[2] http://www.hydomeliorace.cz/projekty/ishms/mapserv/pomoc/i_vekodv_p.htm

[3] https://www.transportenvironment.org/newsroom/blog/will-eu-call-palm-oil-nations-bluff?utm_source=T%26E+alert+emails&utm_campaign=2de064b7b1-EMAIL_CAMPAIGN_2018_03_02&utm_medium=email&utm_term=0_48950a8d32-2de064b7b1-119699241

Sources :

Ellison, D, *et al*, Trees, forests and water: Cool insights for a hot world, Global Environmental Change, vol. 43, Elsevier, 2017

Horvath, M, and Pošťulka, Z, Methodology for the management of new established peasant adn coppice with standard forests: case study biocentre Čehovice Czech River Coalition, 2016, Olomouc

Kaliský, B, Novotný, P, Pošťulka, Z, Solisová, V, and Šrytr, J, TULES – Trvale udržitelná lokální energetická soběstačnost (TULES – Sustainable local energetic self sufficiency), British Council, 2007, Prague

Pokorný, J, No wonder that is drought. Water Management Technical and Economical Information Journal, 2017, vol. 59, No. 4., Prague

Pošťulka, Z, Funding forests into the future: How the European Fund for Rural Development affects European forests, Case study Czech Republic, FERN, 2008, Brussels

Pošťulka, Z, Degrading ecosystems to prevent climate change: Can Czech forests and soils survive the dash for biomass?, FERN, 2012, Brussels

Pošťulka, Z, *et al*, Feasibility study of restoration of Blata stream in the cadastres of Vrbátky, Štětovice and Dubany. Czech River Coalition, 2015, Olomouc



Moins de viande, plus de forêts : le travail de l'organisation *Brighter Green* en Chine

Par Wanqing Zhou, *Brighter Green*, USA

Brighter Green est un groupe d'action sur les politiques publiques basé à New-York, qui travaille en collaboration avec des collègues dans divers pays en développement pour promouvoir la réduction de la consommation d'aliments d'origine animale. L'objectif est de réduire les impacts qu'ont ces aliments sur le climat, les écosystèmes, la santé publique, le développement socioéconomique et le bien-être des animaux. La Chine, où le marché et les défis multiples ont atteint des niveaux sans précédent, est l'un des pays prioritaires du travail de Brighter Green.

Pour présenter l'enjeu, Brighter Green a travaillé avec le réalisateur de documentaires Jian Yi sur la production de « *What's for Dinner* » (Qu'est-ce qu'on mange ce soir?) (2009) et sa suite, « *Six Years On* » (Six ans plus tard) (2015) – la première série documentaire sur la problématique de la viande en Chine. [1] En 2016, Jian Yi et des collègues de Brighter Green ont visité la Caroline du Nord afin de documenter les conséquences de l'ouragan Matthew sur les fermes industrielles et les impacts environnementaux causés par le débordement des lagunes. La multinationale chinoise spécialisée dans la production porcine, WH Group, est propriétaire de plusieurs de ces fermes. Certaines séquences vidéo filmées pendant un vol charter ont été transmises en direct à un portail chinois de nouvelles, accumulant plus de 77 000 vues. [2]

En plus de ces documentaires, Brighter Green effectue des recherches approfondies. L'organisation a publié en 2011 un document intitulé « *Skillful Means: The Challenges of China's*

Encounter with Factory Farming » (Moyens habiles : les défis des fermes industrielles en Chine) [3], qui explore les impacts multidimensionnels de l'élevage industriel des animaux en Chine. Ensuite, en 2015, Brighter Green a publié le document de consultation « *The Triangle: The Evolution and Future of Industrial Animal Agriculture in the U.S., China, and Brazil* » (Le Triangle : l'évolution et le futur de l'élevage industriel des animaux aux États-Unis, en Chine et au Brésil) [4] qui met en lumière la déforestation causée par la

mondialisation de l'industrie des aliments et de la viande. Dans le document, on analyse le «triangle de l'agriculture industrielle» en examinant les liens entre les trois géants de l'industrie de la viande – les États-Unis, la Chine et le Brésil – ainsi que les différentes dynamiques qui influencent ce triangle. Ces dynamiques incluent l'élevage de bétail et la production de soja pour l'alimentation animale à l'échelle industrielle, qui contribuent à la déforestation massive dans des pays tels le Brésil et le Paraguay.

L'équipe de la tournée *Good Food* avec des participants lors d'un workshop à Pékin. **Brighter Green**



En termes d'engagement du public, depuis la sortie en salles de « What's for Dinner » en 2014, Brighter Green et d'autres collègues ont construit un réseau en Chine autour du thème de la viande et de ses impacts sur l'environnement et le bien-être des animaux. Aujourd'hui, le compte de WeChat (l'application de réseaux sociaux la plus populaire en Chine) a actuellement plus de 6 000 abonnés. Pendant deux chats en direct, qui ont lieu une fois par mois, des chercheurs du Brésil ont parlé des liens entre la production de la viande et de la nourriture animale, la déforestation et le changement climatique.

En 2017, Brighter Green a travaillé avec la *Good Food Fund* en Chine pour développer des activités de sensibilisation, de diffusion institutionnelle et de recherche sur les thèmes innovateurs par le biais des projets suivants :

1. L'académie Good Food : un site web basé en Chine [5] qui sensibilise les usagers sur les impacts de l'agriculture industrielle, surtout ceux provoqués par l'élevage des animaux à grande échelle. L'équipe a travaillé avec des organisations internationales renommées dans le domaine afin de traduire et partager les rapports.
2. La tournée Good Food : une tournée d'ateliers [6] où l'équipe a travaillé avec des chefs végétaliens des États-Unis et des agriculteurs locaux d'une vingtaine de villes chinoises afin d'informer le public sur le véritable coût du système alimentaire industriel et les bénéfices de

Le dernier atelier de la tournée *Good Food* à Nanchang. **Brighter Green**



Un pain végétalien énergétique aux noix concocté à partir d'ingrédients locaux lors de l'atelier de la tournée *Good Food* à Taipei. **Brighter Green**

préparer des aliments sains à base de légumes et d'ingrédients frais et locaux.

3. Le sommet Good Food Hero : un symposium [7] qui a réuni des experts internationaux spécialisés en systèmes alimentaires, en nutrition, en éthique et en culture indigène ainsi qu'une centaine de militants chinois dans le but d'inspirer les projets de recherche et les actions qui visent à réduire la consommation d'aliments d'origine animale et à promouvoir un meilleur système alimentaire.

En 2018, l'organisation Brighter Green prévoit poursuivre ses efforts pour réduire la consommation de viande en Chine. Cela inclut le développement du site web « *Good Food Academy* » (l'Académie Good Food), la tenue d'un deuxième sommet *Good Food Hero*, la collaboration avec *Yale Hospitality* afin de promouvoir un mode de vie plus sain et plus responsable dans les institutions scolaires, et finalement, la réalisation d'études sur la circulation des produits alimentaires en Chine et l'industrie d'aliments à base animale.

[1] <http://wfdinner.com/home/>

[2] <https://www.facebook.com/BrighterGreen/posts/10154760537161177>

[3] <http://brightergreen.org/china/>

[4] <http://brightergreen.org/the-triangle/>

[5] <http://www.goodfoodchina.net/>

[6] <http://www.goodfoodchina.net/roadshow.php>

[7] <http://www.goodfoodchina.net/summit.php>

Qu'est-ce qu'on sacrifie pour mettre un bifteck de qualité dans votre assiette?

Par Mary Louise Malig, Coalition mondiale des forêts, Bolivie



Il y a plusieurs initiatives partout dans le monde qui invitent les consommateurs à réduire la quantité de viande qu'ils consomment. Certaines campagnes visent à faciliter le changement d'habitudes, lentement mais sûrement, en convainquant les gens d'adopter une journée par semaine sans viande. Pour les Catholiques, le fait de renoncer à manger de la viande lors du Carême (40 jours de sacrifice et de réflexion) démontre que consommer de la viande est important pour eux et que de s'en passer est un sacrifice. Mais qu'est-ce qu'on sacrifie, au juste, afin de vous offrir un bifteck? Le coût est en fait exorbitant, non seulement à cause des animaux eux-mêmes, mais aussi de nos forêts et notre climat.

Faites un zoom arrière et observez toutes les démarches sinueuses qu'entreprennent les pays et les entreprises pour négocier des accords commerciaux, des ententes et des tarifs concernant le bœuf. Où le bétail sera-t-il élevé? Quelle quantité de viande bovine peut être produite et vendue? Qu'est-ce qu'un pays est prêt à offrir en échange d'un accès accru au marché pour ses exportations de bœuf? Les négociations entre l'Union européenne et le bloc régional Mercosur, qui comprend l'Argentine, le

Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, donnent une très grande importance au commerce du bœuf et à décider qui gagne quoi dans toute une série de domaines allant du secteur des services aux politiques d'approvisionnement gouvernemental. Vingt ans se sont écoulés depuis le début des négociations, marquées par plusieurs arrêts et reprises, et il n'y a toujours aucun accord à l'horizon. Ceci est toutefois sur le point de changer : au cours des derniers mois, l'entente UE-Mercosur a gagné du terrain, avançant

ainsi apparemment dans la hâte de conclure les négociations et signer l'accord.

Dans un article sur les récentes rondes de négociations, les auteurs ont affirmé que « **Au fond, n'importe quel accord dépendra du bœuf et de l'éthanol, mais principalement du bœuf. Si l'Europe accepte d'acheter suffisamment de bœuf latino-américain de qualité supérieure avec une tarification peu élevée, le Mercosur diminuera ses droits de**

Déforestation causée par l'élevage de bétail dans la région de Chaco au Paraguay. Miguel Lovera/Iniciativa Amatocondie



Un bref aide-mémoire à propos des négociations sporadiques entre l'UE et le Mercosur

Pourquoi un accord, qui se négocie de manière sporadique depuis 1999, l'année où l'accord-cadre de coopération est entré en force, est devenu tout d'un coup l'objet d'une course effrénée pour atteindre un consensus en 2018? Et plus important encore, qu'est-ce que les deux parties espèrent gagner de cet accord?

Le Mercosur est un bloc commercial sud-américain établi par le Traité d'Asunción en 1991 et le Protocole de Ouro Preto en 1994. Ses membres à part entière sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela fait également partie des membres à part entière, mais a été suspendu en le 1er décembre 2016. Les pays associés sont la Bolivie, le Chili, le Pérou, la Colombie et l'Équateur.

Les négociations actuelles se déroulent entre l'Union européenne, un bloc composé de 28 pays, et les membres fondateurs du Mercosur : l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

Les négociations initiales s'appuyaient sur une compréhension commune trop fragile pour qu'une entente puisse émerger entre les deux blocs. En effet, l'UE qualifiait le

Mercosur comme étant trop développé qu'ainsi il ne remplissait pas les critères pour obtenir le traitement spécial et différencié qu'on accordait aux pays en voie de développement et aux pays moins développés lors des négociations commerciales. D'un côté, les quotas imposés par l'UE qui limitaient les importations agricoles constituaient un point de discordance pour le Mercosur, et d'un autre côté, l'UE était insatisfaite des offres du Mercosur dans le secteur automobile. Cette impasse a perduré de 2004 à 2010, lorsque les négociations ont brièvement été relancées, seulement pour être suspendues à nouveau en 2012, et reprises en 2016.

Le Mercosur est l'un des principaux exportateurs de viande bovine dans le monde. Les exportations à travers la planète ont bondi depuis 2004. En 2017, ils ont placé 2 millions de tonnes de viande de bœuf fraîche sur les marchés internationaux à un prix moyen de US\$ 4 538/t, comptabilisant ainsi plus ou moins US\$ 9 milliards. Les principaux marchés pour la viande bovine du Mercosur incluent ceux de la Chine et de la Russie, entre autres. L'UE demeure toutefois une destination de choix, en particulier pour la viande de qualité supérieure.

douane pour les principales exportations européennes telles que les voitures et la machinerie. » [1] Ce

à quoi aspire le Mercosur est d'exporter sa viande vers l'Union européenne. Obtenir cela, avec l'éthanol, est donc une de leurs plus grandes ambitions. Lorsqu'on entend ça, le premier réflexe est de penser que l'ensemble de l'économie du Mercosur dépend de l'exportation de viande et qu'il s'agit d'un élément crucial pour le futur du Mercosur et de sa population. Toutefois, un regard plus approfondi sur la situation révèle que ceci reflète en réalité les intérêts des grandes industries agroalimentaires qui exercent beaucoup d'influence au sein de ces pays.

La viande est un produit d'exportation important pour le Mercosur, mais ce

n'est pas le seul. Effectivement, la somme des exportations du Mercosur à l'échelle mondiale s'élève à US\$ 221 milliards, et les exportations en viande, pour leur part, s'élèvent à US\$ 1 milliard. Un quota pourrait - ou non - stimuler l'industrie de la viande du Mercosur, mais il est certainement utilisé par le bloc pour justifier l'importance de cet accord. Toutefois, en échange de cet accès au marché européen plutôt insignifiant d'un point de vue macro, le bloc serait prêt à faire des concessions dans des domaines beaucoup plus importants, dont celui des marchés publics, des services et une série d'autres mesures. L'octroi d'un quota de viande ne sera absolument pas une victoire.

Lorsque l'on se penche sur les spécificités des négociations actuelles, on estime que le quota maximum que

le Mercosur pourrait obtenir pour le bœuf serait autour de 100 000 tonnes. D'une perspective macroéconomique, quand on considère la valeur et la quantité des exportations en viande déjà existantes, ceci n'est pas une victoire aussi significative – à moins que l'on regarde les négociations du point de vue des grands éleveurs de bétail et d'autres entreprises liées à la viande dans le Mercosur qui profiteraient le plus de l'accord.

La détermination des gouvernements du Mercosur d'accroître la production de viande fait peur à ceux et celles qui ont déjà été et continuent d'être témoins de la destruction à grande échelle des forêts, de la biodiversité, des écosystèmes, des communautés et de la santé humaine et animale provoquée par les pratiques non durables adoptées de plus en plus par

Des manifestants ciblent l'Organisation mondiale du commerce à Buenos Aires, Argentine. FueraOMC



l'industrie du bétail et de l'alimentation animale dans les pays membres du Mercosur et leurs voisins en Amérique du Sud.

Comme le révèlent déjà plusieurs recherches, qui s'appuient sur des études de cas et des observations sur place, la problématique comporte une série d'impacts négatifs directs et indirects. Ceux-ci incluent la déforestation massive pour faire place à l'élevage de bétail et aux plantations de soja, le déplacement des communautés autochtones et des populations qui dépendent de la forêt et l'usurpation de leurs terres, ou d'autres impacts sur la santé humaine et le bien-être des animaux. [2] Par exemple, le rapport Situation des forêts du monde 2016 fait référence à une étude sur sept pays sud-américains qui révèle que 71% de la déforestation entre 1990 et 2005 est

dû à l'augmentation de la demande de terres. Au Brésil, les chiffres sont encore plus élevés, montant à 80%.

Au sein de l'Union européenne, les fermiers irlandais et français sonnent l'alarme afin de prévenir des impacts de l'augmentation des importations de bœuf provenant du Mercosur sur les petits producteurs locaux. Par exemple, en septembre 2017, le président de l'Association irlandaise d'éleveurs de bovins et moutons (Irish Cattle and Sheep Farmers' Association, ICOSA) a affirmé : « **L'ICOSA est extrêmement préoccupée par la situation. Si une telle offre (85 000 tonnes de bœuf du Mercosur vers l'UE) est mise sur la table, l'impact sur le marché européen sera très sévère et les exportations irlandaises de bœuf seront durement touchées.** » [3] Le 21 février 2018, des fermiers français ont manifesté dans la rue avec leurs

tracteurs afin de transmettre au président Macron des inquiétudes similaires.

En outre, l'accord UE-Mercosur est une entente extrêmement déséquilibrée. La souveraineté du Mercosur (ses droits de propriété intellectuelle, ses services, ses marchés publics et plus encore) semble être offerte sur un plateau d'argent en échange de la vente d'une énorme quantité de viande de bœuf de qualité supérieure.

Le temps est venu d'écouter et de tenir compte des voix qui se sont unies en opposition à cet traité. Il faut prendre des mesures pour mettre de la pression sur les décideurs et les gouvernements pour les empêcher de signer cet accord désastreux entre l'UE et le Mercosur.

[1] <https://www.politico.eu/article/mercosur-eu-deal-faces-race-against-the-clock/>

[2] Les études de cas du Brésil, de la Bolivie, de l'Inde, du Paraguay et de la Russie peuvent être consultées dans notre rapport "L'enjeu ? Le véritable coût de la viande" disponible ici : <http://globalforestcoalition.org/whats-steak-real-cost-meat/>

[3] <http://en.mercopress.com/2017/09/19/irish-and-french-farmers-warn-about-mercosur-eu-beef-negotiations>

[4] <https://af.reuters.com/article/africaTech/idAFL8N1QB4P6>